

F. 87 — 2396

**11 DECEMBRE 1987. — Arrêté royal
relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8 p.c. 1988-1996**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1946 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1943, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985 et 1987;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le remboursement d'obligations à leur échéance finale ou facultative;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 8 p.c. 1988-1996 ».

Art. 2. L'emprunt est représenté par :

— des obligations au porteur de 10 000 francs, 20 000 francs, 50 000 francs, 100 000 francs et 500 000 francs.

Les coupures de 10 000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

— des inscriptions nominatives tenues au Grand-Livre de la Dette publique ne donnant lieu à aucune délivrance d'obligations.

Les inscriptions nominatives peuvent ultérieurement être converties en obligations au porteur et inversement.

Les titres portent intérêt au taux de 8 p.c. l'an à partir du 8 janvier 1988. Les intérêts sont payables le 8 janvier des années 1989 à 1996.

Art. 3. L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis, est affectée, selon un étalement annuel normal, adapté si nécessaire à l'état du marché, au rachat du capital à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances détermine éventuellement sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut être poursuivi.

Les fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, à partir du 8 janvier de chacune des années 1989 à 1995 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Le capital non amorti le 8 janvier 1996 est remboursable à cette date au pair de la valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt et remboursables au pair à la même échéance et selon les mêmes modalités d'amortissement.

Art. 4. Moyennant un préavis d'un mois à publier au *Moniteur belge*, l'Etat se réserve le droit de rembourser par anticipation le capital non amorti à :

- 101,50 p.c. le 8 janvier 1993;
- 101 p.c. le 8 janvier 1994;
- 100,50 p.c. le 8 janvier 1995.

N. 87 — 2396

**11 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit
betreffende de uitgifte van de 8 pct. Staatslening 1988-1996**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1946 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947, 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985 en 1987;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Overwegende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbetaling van obligaties op hun eind- of facultatieve vervaldag door middel van leningen te dekken.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd, om onder de door hem vast te stellen voorwaarden, een binnenlandse lening genaamd « 8 pct. lening 1988-1996 » uit te geven.

Art. 2. De lening is vertegenwoordigd door :

— toonderobligaties van 10 000 frank, 20 000 frank, 50 000 frank, 100 000 frank en 500 000 frank.

De coupures van 10 000 frank worden slechts als bijpassing afgeleverd.

— inschrijvingen op naam in het Grootboek der Staatsschuld evenwel zonder aflevering van de obligaties.

De inschrijvingen op naam kunnen achteraf omgezet worden in toonderobligaties en omgekeerd.

De titels renten 8 pct. 's jaars vanaf 8 januari 1988. De rente is betaalbaar op 8 januari van de jaren 1989 tot 1996.

Art. 3. De lening wordt afgelost overeenkomstig onderstaande modaliteiten.

Een jaarlijkse dotatie van 5 pct. van het uitgegeven nominaal kapitaal, ieder jaar vermeerderd met de rente van de afgeloste kapitalen, wordt op grond van een normale jaarspreiding, zo nodig aangepast aan de markttoestand, aangewend tot terugkoop van het kapitaal tegen koersen die het pari van de nominale waarde niet overschrijden.

Indien de koers het pari overtreft, bepaalt Onze Minister van Financiën eventueel onder welke voorwaarden de aflossing door terugkoop mag worden voortgezet.

De voor de jaarlijkse aflossingen bestemde fondsen worden ter beschikking van de Amortisatiekas gesteld vanaf 8 januari van elk der jaren 1989 tot 1995 naargelang van de door haar aan de Dienst van de Staatsschuld genotificeerde behoeften.

Het niet gebruikte gedeelte van de aflossingsdotaties wordt niet overgebracht.

Het op 8 januari 1996 niet afgeloste kapitaal is op die datum terugbetaalbaar tegen pari van de nominale waarde.

De aflossingsdotaties van deze lening mogen samengevoegd worden met deze van andere leningen, uitgegeven tegen dezelfde rentevoet en op dezelfde vervaldag terugbetaalbaar tegen pari en volgens dezelfde aflossingsmodaliteiten.

Art. 4. Mits een in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken opzegging met één maand, behoudt de Staat zich het recht voor het niet-afgeloste kapitaal vervroegd terug te betalen tegen :

- 101,50 pct. op 8 januari 1993;
- 101 pct. op 8 januari 1994;
- 100,50 pct. op 8 januari 1995.

Art. 5. La souscription publique à l'emprunt sera ouverte le 21 décembre 1987, elle sera close le 7 janvier 1988. Il pourra toutefois y être mis fin avant cette dernière date.

Les souscriptions reçues le jour de la clôture pourront éventuellement être soumises à répartition; dans ce cas, les sommes versées en trop par les souscripteurs seront restituées sans bonification d'intérêt.

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province, chez les banques, banques d'épargne et agents de change établis en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

Art. 6. Le capital de l'emprunt peut également être cédé ferme ou donné en option.

Art. 7. Le prix d'émission sera fixé par Notre Ministre des Finances au plus tard le 18 décembre 1987. Il est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 8. Des obligations au porteur munies de sept coupons d'intérêt annuels pour les échéances du 8 janvier des années 1989 à 1995, l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation, seront délivrées aux souscripteurs au plus tard le 11 avril 1988.

Ces obligations sont revêtues de la griffe du Ministre des Finances, ainsi que de celles du directeur général de la trésorerie et de l'inspecteur général chargé du service de la dette au porteur. Elles sont munies du timbre du Ministère des Finances et revêtues du visa de la Cour des comptes. Les coupons portent l'empreinte du timbre spécial de contrôle de la dette au porteur.

Art. 9. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Art. 10. Il est alloué une commission de 1,20 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et banques d'épargne visés à l'article 5 ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 2397

21 OCTOBRE 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 juin 1987 soumettant à prescription médicale la délivrance de certains médicaments à usage humain

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6, modifié par la loi du 21 juin 1983;

Vu l'arrêté royal du 31 mai 1985 approuvant les nouvelles instructions pour les médecins, pour les pharmaciens et pour les droguistes, notamment les articles 33 et 34, modifiés par l'arrêté royal du 31 mai 1976;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 1987 soumettant à prescription médicale la délivrance de certains médicaments à usage humain;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Art. 5. De openbare inschrijving op de lening wordt opengesteld op 21 december 1987, zij wordt afgesloten op 7 januari 1988. Aan de inschrijving kan echter vóór laatstvermelde datum een einde worden gesteld.

De op de sluitingsdag ontvangen inschrijvingen mogen eventueel verhoudingsgewijze verdeeld worden; in dat geval, worden de door de inschrijvers te veel gestorte sommen hun zonder rentevergoeding terugbetaald.

De inschrijvingen worden aanvaard bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad, bij de in België gevestigde banken, spaarbanken en wisselagenten, alsmede bij de in België gevestigde financiële instellingen van de openbare sector die gemachtigd zijn om aan de plaatsing van de lening deel te nemen.

Art. 6. Het kapitaal van de lening kan eveneens vast afgestaan of in optie gegeven worden.

Art. 7. De uitgifteprijs zal door Onze Minister van Financiën ten laatste op 18 december 1987 vastgesteld worden. Hij is volledig in specien te betalen op het ogenblik van de indiening der inschrijvingen.

Art. 8. Toonderobligaties voorzien van zeven jaarlijkse rentecoupons voor de vervaldagen van 8 januari van de jaren 1989 tot 1995, de rente voor het laatste jaar betaalbaar zijnde tegen aanbieding van de obligatie, zullen ten laatste op 11 april 1988 aan de inschrijvers worden afgeleverd.

Deze obligaties dragen de naamstempel van de Minister van Financiën, alsmede die van de directeur-generaal van de thesaurie en van de inspecteur-generaal belast met de dienst van de schuld aan toonder. Zij worden voorzien van het zegel van het Ministerie van Financiën en van het visum van het Rekenhof. De coupons dragen de afdruk van de speciale controlestempel van de schuld aan toonder.

Art. 9. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

Art. 10. Aan de in artikel 5 bedoelde banken, wisselagenten en spaarbanken, alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector wordt een commissieloon van 1,20 pct. op het door hun toedoen ingetekend nominaal kapitaal toegekend.

Een commissieloon van 1 pct. mag aan de institutionele beleggers worden toegekend.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 2397

21 OKTOBER 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 1987 waardoor de aflevering van bepaalde geneesmiddelen voor humaan gebruik aan een medisch voorschrift onderworpen worden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 mei 1985 houdende goedkeuring der nieuwe onderrichtingen voor de geneesheren, de apothekers en de drogisten, inzonderheid op artikel 33 en 34, gewijzigd door het koninklijk besluit van 31 mei 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 1987 waardoor de aflevering van bepaalde geneesmiddelen voor humaan gebruik aan een medisch voorschrift onderworpen worden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;